

La Charte du Ghislieri

Déclaration d'Intentions de l'Agence n. 1 pour Ayamé

L'initiative de la constitution de l'Agence n. 1 pour Ayamé prend sa source des considérations suivantes que tous ceux qui l'ont voulue ont suivies :

La grande différence entre Nord et Sud du Monde présente des proportions et des aspects qui obligent la société civile à s'engager de façon plus directe et incisive. Il a été du tout sans perspectives d'espérer, comme on a fait dans les années 50 et 60, que les Pays sous-développés pouvaient arriver le plus rapidement possible à un développement économique suffisant pour assurer des conditions de vie supportables.

Des luttes locales ont en outre détruit les possibilités d'affranchissement des régions et ont provoqué des exodes dramatiques. La continuité de discriminations réelles et de barrières sociales empêche l'utilisation des ressources (même si disponibles) nécessaires à la survie.

Catastrophes du milieu, famines et guerres provoquent des flux migrateurs sans contrôle qui augmentent la pression démographique dans les zones les plus développées du Sud du Monde, tandis que l'émigration vers le Nord rend plus pauvres les Pays sous-développés.

Quel que soit le pronostic sur les chances des Pays sous-développés d'éliminer l'indigence, il est évident que les coûts humains de ce processus sont très élevés.

Dahrendorf a affirmé : « On se demande si ceux qui viennent de se mettre en marche arriveront tous au but et l'on se demande ce qui pourra leur arriver chemin faisant ».

Les Organisations de la Communauté Internationale et des N.U. recommandent depuis longtemps l'exigence de revoir la formulation et la méthode des programmes de coopération et de secours. Ce qui entraîne la nécessité que la coordination des interventions soit réglementée par des Institutions internationales qui aboutissent à créer de nouveaux principes de droit international humanitaire qui prévoient le droit d'interférence de la part d'institutions spécialisées dans le milieu à haut risque-survie.

Si l'émergence dans le Sud du Monde est un problème de la « Communauté -Monde », il implique donc la nécessité de penser aux aides comme à un problème d'un Gouvernement mondial effectif et non utopique, capable de produire des politiques globales.

On a en outre souligné comme nécessaire que la société civile des Pays développés s'engage directement à un niveau plus décentralisé et spécifique en comparaison des compromis généraux réalisés entre les Gouvernements des Pays donateurs et des Pays bénéficiaires.

Les avantages de cette modalité d'interventions sont nombreux. Avant tout ça permet de dépasser deux objections qui sont souvent adressées aux procédures des secours internationaux, car il pourrait résulter une sorte de suprématie de la volonté des Pays riches sur les Pays pauvres et en outre parce que les secours des Gouvernements souvent n'arrivent pas à ceux qui en ont besoin davantage.

Une plus vaste diffusion de modalités d'engagement direct pourrait permettre d'augmenter les flux de secours et de construire des milieux pour la connaissance des « obligations de citoyenneté dans la Communauté -Monde ».

Le but de cette initiative est la construction d'un projet exemplaire, c'est à dire « susceptible d'émulation ». La capacité de favoriser l'émulation est justement une condition fondamentale du projet même, qui doit être entendu comme éthiquement juste et comme effectivement réalisable par une utilisation raisonnable de ressources qu'un ensemble de personnes suffisamment aisées a mises à la disposition. Le projet en outre doit être efficace par rapport aux coûts et être contrôlable par des personnes pas nécessairement techniciens.

Ces conditions influent la dimension du projet qui doit être suffisamment grand pour que l'on puisse voir des résultats concrets ; et, en même temps, le projet doit être petit d'une manière

adéquate pour une gestion exercée par les promoteurs et le bienfaiteurs (qui se servent d'un propre « Agent ») avec la Communauté bénéficiaire.

Le projet doit avoir finalement une dimension locale, soit qu'il représente une intervention humanitaire soit qu'il représente une coopération pour le développement à travers l'adoption d'une *situation défavorisée dans le monde*.

L'engagement est à même de favoriser la diffusion de l'idée que chacun peut contribuer directement à la solution des problèmes de vie des autres. Tout ça n'exige pas absolument l'adhésion aux mêmes valeurs religieuses et/ou politiques de la part des promoteurs du projet. Il faut simplement qu'ils aient en commun l'idée d'humanité et l'habitude à cultiver « le vice de l'espérance ».

Ces considérations faites, les personnes qui signent cette déclaration se constituent en *Agence n. 1 pour Ayamé*.

L'Agence décide d'adopter la situation d'Ayamé en Côte d'Ivoire. Les mêmes personnes s'engagent à mettre à la disposition de l'Agence des financements qu'elle détermine. Elles s'engagent enfin à promouvoir la diffusion de ce projet, de façon qu'il y ait la volonté de créer d'autres Agences inspirées des mêmes raisons.

Pavia, le 29 novembre 1991, chez le Collegio Ghislieri